

Syrie-Liban : 2008, année charnière

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

Résumé : Le Liban entre guerre souterraine, et impuissance politique. Les partis-pris de la diplomatie française. Le régime syrien a des cartes à jouer à l'international mais se fragilise de l'intérieur.

Les chrétiens ne résisteront pas à un nouveau conflit.

AVEC LA MISE EN ŒUVRE DU TRIBUNAL INTERNATIONAL chargé du dossier de l'assassinat d'Hariri et les élections de novembre en vue de qui remplacer l'actuel président pro-syrien Émile Lahoud, l'actualité s'annonce chaude au Liban. Le maintien de la paix apparaît plus qu'incertain. Ces derniers mois déjà, l'infiltration des camps palestiniens par des composantes islamistes takfiristes de la mouvance Al Qaïda est apparue au grand jour. Le takfirisme est une doctrine radicale qui légitime l'opposition aux autorités politiques lorsqu'elles sont jugées "apostats". L'usage de la violence est alors indifféremment dirigé contre des chrétiens ou des musulmans. De Tripoli à Saïda en passant par Beyrouth, au sein de populations réfugiées qui vivent encore au rythme des affrontements dans les territoires palestiniens, ces milices trouvent un terrain favorable à leur engagement.

La police libanaise ne pénètre plus dans ces camps où les dérives anti-étatiques et paramilitaires ont prospéré. Lancés au printemps dans le nord du pays, les combats urbains avec l'armée n'en finissent plus. Au début de l'été, Nar al-Barhed n'est toujours pas tombé et l'artillerie matraque ce qui reste du camp sous une pluie de Katiouchas. Dans les autres camps palestiniens, la situation pourrit lentement, mais l'armée n'y est pas encore intervenue.

Le Liban entre guerre souterraine, et impuissance politique

Politiquement, c'est l'impasse depuis trois ans. La constitution d'un véritable espace démocratique ne s'est pas réalisée. Pourtant, après le départ des troupes syriennes, suite à la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations-unies, beaucoup au Liban ont voulu y croire. L'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri en premier lieu, et la vague d'attentats perpétrés contre des figures anti-syriennes ont largement contribué à cette situation. C'est la demande du Hezbollah d'un droit de blocage au sein du gouvernement formé après les dernières élections parlementaires qui a figé la situation.

Pendant la guerre du Liban contre Tsahal, l'été dernier, la guérilla du Hezbollah a enregistré des succès militaires qui ont accru son prestige et son poids politique. Après les combats, le Hezbollah a employé des fonds iraniens pour soutenir les populations éprouvées par la guerre et reconstruire leurs habitations détruites

dans le sud et dans certains faubourgs de Beyrouth. L'aura du parti chiite est tellement grande que les acteurs de la scène politique libanaise sont de plus en plus rares à exiger son désarmement. Le gouvernement actuel dirigé par Fouad Siniora a refusé le principe de la minorité de blocage pour protéger le processus de constitution du tribunal international qui jugera les responsables des assassinats politiques. En réponse, six ministres ont démissionné et dans le centre ville de Beyrouth, le Hezbollah et ses partis alliés, dont le Courant patriotique libre de Michel Aoun, se sont installés pour faire le siège du Grand Sérail. Aujourd'hui, la situation s'est normalisée dans la rue, mais les attentats continuent, comme le récent assassinat du député sunnite Walid Eido.

Pour les Libanais et les amis français du Liban, la situation politique libanaise est plus que jamais obscure. Les clivages politiques ne suivent pas plus les idéologies politiques classiques que les contours des communautés confessionnelles. Les leaders chrétiens Samir Geagea et Amine Gemayel se sont rangés du côté de Walid Djoumblat, du Parti socialiste progressiste des druzes, et des sunnites du courant du Futur de Saad Hariri, fils de Rafic Hariri. Michel Aoun, l'homme qui en 1990 avait dû quitter précipitamment le pouvoir, encerclé par l'armée syrienne dans les murs du palais présidentiel de Baabda, est pour sa part, devenu l'allié des partis chiites Amal et Hezbollah proches de Damas et de l'Iran.

Ces dernières années, la diplomatie française l'a délaissé. Ce "Parti du 8 mars" représente pourtant une autre moitié de la population libanaise. Au refus de l'ingérence syrienne ou iranienne de leurs opposants, ses membres répondent par la dénonciation des plans occidentaux sur la région et se positionnent eux aussi comme des défenseurs de la souveraineté libanaise. Ainsi, en freinant le développement de la mise en place de l'enquête internationale sur l'assassinat d'Hariri, ils entendent protéger le Liban d'un processus judiciaire instrumentalisé à des fins politiques. Il faut replacer la position de Michel Aoun dans la perspective de l'échéance électorale qui pourrait bien faire de lui le nouveau président du Liban. Mais le succès du général ne se fera que s'il parvient à se faire comprendre et à entraîner une large majorité des parlementaires électeurs. À ce jour, il est le seul candidat déclaré pour briguer le poste qui ne peut, en vertu de la constitution confessionnelle libanaise, qu'échoir à un candidat chrétien.

Les partis-pris de la diplomatie française

[Fin de l'extrait] ...

Pour lire le texte complet, commandez Liberté politique n° 38 en cliquant [ici](#)

Nous vous remercions de votre confiance et de votre compréhension.